ALORS QUE SONATRACH S'EXPOSE À DE LOURDS PRÉJUDICES

L'étrange sauvetage de Petroceltic

De nombreux acteurs de la place boursière londonienne s'interrogent sur le sursis accordé par le gouvernement algérien à la petite compagnie pétrolière irlandaise, Petroceltic. Par l'approbation de l'avenant n°3 du contrat entre Sonatrach et Petroceltic, le gouvernement algérien vient de sauver la minuscule compagnie irlandaise qui était au bord du gouffre financier, en raison de son incapacité à lever des fonds sur la Bourse de Londres.

Photo : DR

60 milliards de m³ est le volume de gaz à extraire du groupement Isarene.

Complaisance ou incompétence ?

Dans notre édition du 22 août dernier, nous avons montré toute la complaisance dont jouit Petroceltic sur le champ de Aïn Tsila (Isarene, blocs 228 et 229a, qu'elle exploite conjointement avec la Sonatrach et la compagnie italienne Enel).

Il a été démontré que cette compagnie irlandaise était incapable d'apporter le financement nécessaire pour développer son périmètre situé au sud-ouest d'In Amenas, dans le bassin d'Illizi.

Mais au moment où la Sonatrach devait exercer le maximum de pressions sur Petroceltic pour lancer le développement du champ ou renoncer au permis, des employés du groupe pétrolier algérien ont jugé bon d'accorder une autre chance aux Irlandais de Petroceltic.

Nous sommes le 2 juin 2015. Le ministre de l'Energie est installé depuis à peine un mois. Le P-dg de la Sonatrach comptait son septième jour à la tête du groupe. C'est alors que des cadres de la Direction coordination groupe associations (DCGA) décident de signer un avenant du contrat d'association avec la compagnie irlandaise.

Alnaft, le gendarme du domaine minier algérien, ne s'oppose étrangement pas à cette démarche de la DCGA, et dans des conditions pour le moins incompréhensibles.

Le contrat est acheminé aux hautes sphères pour enfin recueillir l'approbation du président de la République, qui a signé, le 7 septembre dernier, le décret portant sur l'accord Sonatrach-Petroceltic sur le permis d'Isarene.

A aucun moment, le gouvernement n'a été tenu informé sur la santé financière de Petroceltic ni sur son incapacité à trouver les fonds nécessaires au financement du plan de développement de champ d'Isarene. D'autant plus que les analystes de la Bourse de Londres ont été unanimes quant au risque d'accorder des levées de fonds à cette compagnie. En outre, le principal actionnaire de Petroceltic est en total désaccord avec les dirigeants de l'entreprise et tente par tous les moyens de les destituer.

Si ces informations avaient été portées à la connaissance du gouvernement, aucun responsable n'aurait accepté de cautionner cet accord conclu entre la Sonatrach et une compagnie de la taille Ansej.

Une planche à billets abandonnée

Le groupement Isarene est constitué de Petroceltic (opérateur, 38,25% de participations), la Sonatrach 43,375%) et Enel (18,375%). On estime à 60 milliards de mètres cubes le volume de gaz à extraire de cette accumulation.

En outre, il est prévu la production de 69 millions de barils de condensat et 110 millions de barils de GPL.

Mais pour remonter toutes ces richesses en surface, il faut investir beaucoup d'argent dans les opérations de forage, de réalisation de réseaux de collecte et surtout dans les installations de traitement des produits hydrocarbures. Dans le plan de développement du champ d'Isarene, il est prévu la réalisation d'une usine de traitement de gaz et de séparation des liquides associés (CPF). Il est question aussi de la réalisation d'un réseau de collecte pour 120 puits, de routes, d'une centrale électrique, d'une base de vie et d'une infrastructure pour la sécurité du complexe.

Or, Petroceltic n'est pas en mesure d'apporter sa contribution financière pour réaliser les installations nécessaires à l'exploitation du champ de Aïn Tsila.

Alors, les responsables de cette association continueront de tergiverser et de gagner du temps, tout en profitant de la complaisance de certains employés de la Sonatrach.

Un contrat des études d'avant-projet détaillé (FEED) a été signé le 9 septembre 2014 avec la société CB & I. Mais, jusqu'à ce jour, ce travail d'étude n'est réalisé qu'à sa moitié et confirme le fait que Petroceltic n'a pas l'intention ni les moyens financiers de faire avancer le chantier.

Le manque à gagner est énorme pour la Sonatrach. Le plan de développement qui a été approuvé en date du 11 décembre 2012 n'a pas été respecté et Petroceltic ne fait que repousser les échéances. On nous parle aujourd'hui d'un first gaz en 2018 alors que tous les experts affirment que la situation actuelle de Petroceltic ne permet de lancer aucun chantier.

Mokhtar Benzaki

IL Y PRÉSIDERA LA TRIPARTITE AUJOURD'HUI

Sellal dévoilera son plan à partir de Biskra

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal effectue, aujourd'hui, une visite officielle dans la wilaya de Biskra et ce, pour une double mission. Le chef de l'exécutif présidera d'abord, dans la matinée, la 17e tripartite et réservera l'après-midi pour inspecter plusieurs sites économiques à travers la wilaya.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'organisation de cette tripartite, la 17e du genre, dans la wilaya de Biskra avait été annoncée par Sellal à l'occasion de la réunion gouvernement-walis de fin août dernier.

Pour la première fois, ce rendez-vous annuel qui regroupe le gouvernement, le partenaire social qu'est l'UGTA et les organisations patronales se tient en dehors d'Alger. Ce qui se veut un geste symbolique de la part de l'exécutif. Biskra a été choisie pour abriter cette tripartite en raison de son essor économique remarquable ces dernières années. Notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie, deux axes considérés comme prioritaires par le gouvernement depuis la réunion spéciale de crise, présidée par Abdelaziz Bouteflika fin décembre 2014, sous la pression des événements, à savoir la chute brutale, continue et durable des prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux. Le volet économique domine d'ailleurs largement la tripartite de cette année.

Photo : Samir Sid

Priorité de Sellal, la relance économique.

La priorité que se fixe le gouvernement reste la relance de l'économie nationale hors hydrocarbures à travers la multiplication des mesures destinées à faciliter l'acte d'investir. Des mesures contenues dans le projet de loi de finances pour 2016, ainsi que le nouveau code de l'investissement, deux textes fondamentaux adoptés récemment par le Conseil des ministres. La tripartite de cet automne 2015 a comme ordre du jour, un programme des plus protocolaires mais qui sera couronné par quelques annonces très attendues par les opérateurs économiques.

Au programme, plus précisément, des interventions respectives du Premier ministre Abdelmalek Sellal, du ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, du ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, du ministre du Travail et de la Protection sociale, Mohamed El Ghazi .

«En Face», il y aura également l'intervention du secrétaire général de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd, ainsi que des responsables des principales organisations patronales.

Outre les annonces «séparées» des uns et des autres, une déclaration finale couronnera le tout et qui aura valeur de pacte ou de convention entre les trois parties. Après la tripartite, Abdelmalek Sellal a prévu de visiter un domaine agricole à Tolga ainsi que deux grandes nouvelles cimenteries, essentiellement. Il est attendu de Sellal quelques annonces et décisions importantes concernant, particulièrement, l'épineux problème du foncier industriel.

K. A.

FAWZI REBAÏN :

«Nous n'avons pas un problème économique mais politique»

Le président du parti AHD 54 estime que le problème de l'Algérie n'est pas économique mais politique.

L'Algérie ne traverserait pas de crise économique, selon Fawzi Rebaïn. Le président de AHD 54, qui s'exprimait hier lors d'une conférence de presse, a appelé à construire «dès maintenant» des institutions car «le problème majeur de l'Algérie est politique».

L'intervenant, qui a passé en revue la situation économique et politique du pays, a dénoncé la politique d'austérité dont, dit-il, le citoyen est amené à payer seul cette politique. Affirmant qu'aucune somme d'argent émanant de l'informel n'est rentrée dans le système bancaire, Rebaïn défie le gouvernement d'annoncer les vrais chiffres. «Personne ne voudra déposer son argent dans une banque car le citoyen a perdu confiance en ce pouvoir» a-t-il dit.

Concernant le secteur de l'habitat, il estime que Tebboune est en train de vendre de l'illusion au peuple. «Les chantiers sont à l'arrêt suite à la politique d'austérité, le ministre de l'Habitat demande aux postulants aux programmes de logement de choisir leur site d'habitation via internet mais ce sont des sites illusoires», estime Rebaïn qui dit que l'Etat injecte son argent dans des entreprises en faillite à l'exemple du rachat d'ArcelorMittal. Evoquant la tenue de la tripartite, aujourd'hui, l'intervenant affirme que «nous n'avons pas une politique économique mais une politique rentière». D'ailleurs, dit-il, cette tripartite n'apportera rien avec ses partenaires, le FCE «qui est un lobby économique, et l'UGTA qui est une commission de soutien au programme de l'actuel Président».

Par ailleurs, le président de AHD 54 a annoncé que la tenue du congrès de son parti a été fixée au premier semestre 2016.

S. A.